



Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Genès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Yvon PELLET, Thierry DEWINTRE, Clare HART.

Hors commission - Schéma de mutualisation - Bilan 2018 - Approbation

Monsieur Jean-Luc SAVY, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°13448 du 17 décembre 2015, le Conseil de Métropole a adopté le schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 communes, après avis des conseils municipaux.

L'article L.5211-39-1 du Code général des collectivités territoriales prévoit que « *chaque année, l'avancement du schéma de mutualisation fait l'objet d'une communication du président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre à son organe délibérant* ».

Répondant à la fois à une obligation juridique et également expression d'un projet politique, le schéma de mutualisation a pour objectif, sur la durée du mandat, de développer les dynamiques de coopération au sein du bloc communal. Conformément aux principes édictés dans le Pacte de confiance, « *l'intercommunalité doit être considérée comme une coopérative d'actions publiques au service des communes* ». Elle vise l'amélioration du fonctionnement du bloc communal, la préservation des équilibres financiers, l'accès des communes à de nouveaux services, la coordination des politiques publiques sur le territoire et l'amélioration du service rendu aux usagers. Elle repose sur un fonctionnement souple respectant la volonté et le rythme d'avancement propre à chaque commune.

Le schéma intègre également la démarche de convergence des administrations de la Métropole et de la Ville de Montpellier qui s'est décomposé en 3 phases :

- Délibération du 18 décembre 2014 : lancement de la démarche et création d'un poste de Directeur général des services mutualisé entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.
- Délibération du 14 avril 2016 relative au rapprochement des deux équipes de direction générale et définissant les objectifs, les conditions de déploiement, la méthodologie et le calendrier de la démarche globale.

Mutualisation des équipes de direction générale et de plusieurs directeurs « ressources » des deux entités publiques, de juin 2016 à mars 2017.

- Délibération du 29 mars 2017 relative à la création du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales rassemblant l'ensemble des agents des deux directions des ressources humaines Ville et Métropole.

Début de la mutualisation collective et poursuite de la mutualisation des cadres : Service relations presse (mars 2017) : 8 agents ; Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales (mai 2017) : 134 agents ; Direction de la Communication (mars 2017) : 48 agents ; Directrice du pôle Jeunesse et Sports (août 2017) ; chargée de mission secrétariat général (décembre 2017) ; Assistante de Direction Secrétariat Général (décembre 2017)

Synthèse du bilan 2018 pour la coopérative de services :

En 2017-2018, 2 nouvelles coopérations ont été expérimentées portant le portefeuille théorique d'actions de la coopérative de services à 29 actions :

- Le projet Ecométropole ;
- La coopérative de services en matière de restauration collective.

Le rapport de la Mission d'Information et d'Evaluation, approuvé par délibération du 21 décembre 2018, et la synthèse présentée lors de la Conférence des maires du 11 mars 2019, soulignent que malgré un suivi régulier par le Groupe de Pilotage, l'animation est désormais concentrée sur quelques actions et que de nombreux groupes de travail sont en voie d'essoufflement ou à l'arrêt.

En 2018 seuls 4 d'entre eux se sont réunis au moins 4 fois par an :

- Groupements d'achats
- Réseau Thématique Ressources Humaines
- Réseau Thématique Enseignement musical
- Réseau Thématique Ecométropole

En plus de ces 4 thématiques, 7 ont continué de produire des résultats opérationnels ou sont en cours de réorientation des objectifs :

- Plateformes numériques e-Administration/e-Marché/e-Services
- SIG Intercommunal
- Les thématiques relatives aux actions culturelles du bloc communal (hors enseignement musical) : rayonnement des événements culturels métropolitains, offre culturelle 11-17 ans, mutualisation des salles de spectacle
- Rayonnement des événements sportifs
- Valorisation des produits locaux, fêtes et traditions locales
- Gestion des risques et sécurité civile
- Appui aux communes pour l'ingénierie en restauration collective

Synthèse du bilan 2018 pour la démarche de convergence Ville de Montpellier-Montpellier Méditerranée Métropole :

Le processus de mutualisation collective s'est poursuivi et accéléré au cours de l'année 2018 : Service du courrier (janvier 2018) : 21 agents ; Département développement et aménagement durable du territoire (janvier 2018) : 165 agents ; Direction Culture (en partie mutualisée –janvier 2018) : 32 agents ; DGA Solidarité et Vivre Ensemble (mars 2018) ; Directeur des Finances (mars 2018) ; Responsable du service protocole et accueil (octobre 2018) ; Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique (octobre 2018) : 44 agents ; Direction des Finances (octobre 2018) : 53 agents ; Direction Organisation Etudes et Evaluation (octobre 2018) : 10 agents ; Direction Contrôle de Gestion Externe (octobre 2018) : 6 agents.

La démarche de mutualisation, initiée dès la fin de l'année 2014 a permis à ce jour d'économiser 9 postes. Ce chiffre est à mesurer à l'aune des compétences transférées ou confiées par le législateur à la Métropole depuis sa création : gestion de l'ensemble des zones d'activité sur son territoire, participation au co-pilotage des pôles de compétitivité, promotion du tourisme, soutien à l'enseignement et à la recherche, Plan Local d'Urbanisme, création et gestion des voiries, parcs et aires de stationnement, espaces publics, cimetières d'intérêt métropolitain, service public de défense extérieur contre l'incendie, concession de la distribution publique d'électricité et de gaz, réseaux de chaleurs ou de froid urbains, mise en place des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations, autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages, aménagement entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyages, animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique ainsi que les dispositifs de prévention de la délinquance

Au 1^{er} janvier 2019, 554 postes, soit 9,2% des postes permanents de la Ville et de la Métropole ont intégré des services communs.

Deux évolutions majeures du processus de mutualisation Montpellier Méditerranée Métropole et Ville de Montpellier sont intervenus en 2018 et ont contribué à l'harmonisation et au renforcement de ce projet :

- La délibération du jeudi 29 mars 2018 a harmonisé les plans de mobilités de la Ville de Montpellier et de la Métropole à l'issue d'un long travail de concertation avec les syndicats.
L'établissement de conditions communes d'accès aux parkings pour les agents de la Ville et de la Métropole a constitué un élément central de ce dispositif qui a facilité la mise en œuvre concrète de la mutualisation.

Une période transitoire avec maintien des droits d'accès actuels s'est poursuivie du 1^{er} juin au 31 novembre 2018 afin que les personnels impactés voient, le cas échéant, leurs organisations personnelles en termes de déplacement.

- Le déploiement désormais collectif du processus de mutualisation a nécessité une harmonisation des clefs de répartition. En accord avec les organisations syndicales membres des Comités Techniques de la Ville et de la Métropole, celles-ci ont toutes été établies au prorata de la masse salariale de chacune des parties, à la date de création effective du service commun, sans prise en compte des directeurs impactés. Le ratio a été ensuite appliqué à tous les personnels concernés :
 - les cadres responsables de services, de direction, de pôles et de départements.
 - les nouveaux agents intégrés dans le service commun

Cette clef de répartition mise en œuvre en octobre 2018 est aussi utilisée pour la refacturation des frais de gestion inhérents aux services communs : mise à disposition et entretien des bâtiments, bureautique, mise à disposition et entretien des véhicules, mobiliers, ménage...

En 2018 la Métropole qui intègre la grande majorité des effectifs des services communs a facturé à la Ville de Montpellier : 12 245 222 €.

La Ville de Montpellier a refacturé à la Métropole : 127 548 € correspondant aux salaires des chauffeurs relevant initialement de la Métropole et désormais regroupés avec leurs homologues montpelliérains dans un service commun rattaché à la Ville.

Les perspectives de la coopérative de services pour 2019 :

Le rapport de la Mission d'Information et d'Evaluation sur la mutualisation a rappelé la nécessité de rationaliser les actions afin de concentrer les moyens humains, techniques et financiers sur les thématiques les plus structurantes et les plus dynamiques de la coopérative de services.

Cette rationalisation se concrétise par le biais de 2 démarches :

- la fusion des groupes de travail et actions concernant des thématiques similaires (les 3 actions et fiches relatives à la culture, les 5 actions concernant les plateformes numériques et la mutualisation des moyens informatiques et le système d'information géographique) ;
- la suppression des actions les moins dynamiques ou relevant désormais de compétences exclusivement métropolitaines.

Après une première validation le 11 mars dernier et à l'issue d'un travail de concertation opéré avec les DGS des 31 communes, notamment le 4 avril 2019, les maires et présidents présents lors de la réunion du 13 mai 2019 ont approuvé la proposition de nouvelle liste de 14 actions concentrées et priorisées de la coopérative de services :

- **Priorité 1**
- **Priorité 2**
- **Priorité 3**

Plateformes Numériques e-Administration /e-Marchés / e-Services et mutualisation informatique / SIG
Réseau Thématique Ressources Humaines
Gestion des risques et des événements de sécurité civile
Actions culturelles métropolitaines et municipales
Appui aux communes pour l'ingénierie en restauration collective
Projet Ecométropole
Groupement d'achats
Archives municipales et intercommunales
Coordination des actions sportives communales et intercommunales
Réseau Thématique Affaires Juridiques
Valorisation des produits locaux, fêtes et traditions locales
Réseau thématique Communication
Réseau Thématique Espaces Verts
Club des bonnes pratiques pour la maîtrise des dépenses d'énergie et d'eau

Les perspectives de la démarche de convergence 2019 :

- Poursuite du processus de mutualisation collective notamment mutualisation des deux directions informatiques ;
- Organisation de points d'informations réguliers en Conférence des Maires et Bureau des Vice-Présidents ;
- Mise à jour de l'organigramme de l'organisation rassemblée avec précision concernant la localisation des services mutualisés ;
- Transmission régulière de ces informations actualisées au maires et aux Directeurs Généraux des communes membres ;
- Mise en place d'indicateurs d'évaluation de ce processus au regard des objectifs définis dans la délibération fondatrice du 14 avril 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le bilan du schéma de mutualisation 2019 et ses orientations ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Le Conseil prend acte du bilan du schéma de mutualisation 2019 et de ses orientations.

Pour : 83 voix

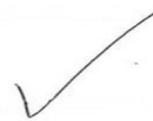
Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix.

Fait à Montpellier, le 29/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-86398-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet_de_rapport_bilan_2018.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.